

**12 janvier 2015**

## **De Charlie Hebdo à Syriza... si les peuples poussent à la roue**

En France, près de quatre millions de personnes — 25 000 à Montréal — ont marché derrière les dirigeants, ou leurs représentants, des grandes puissances pour affirmer l'unité de la nation contre le terrorisme, pour la liberté d'expression et de presse. Plusieurs ont vu l'incongruité de défiler derrière des chefs d'État qui ne toléreraient pas une minute un Charlie Hebdo chez eux. Peu ont compris l'immense contradiction d'une manifestation monstre sous la houlette des directions du terrorisme d'État autrement plus meurtrier que celui réactif des djihadistes. Je m'en suis expliqué ailleurs ([La tuerie de Charlie Hebdo – Deux poids deux mesures dans la dénonciation du fanatisme](#), ESSF, 11/01/15), je n'y reviens pas. Les conséquences de ce succès politique incontestable de la néolibérale droite guerrière, y compris de son aile dite de « gauche », sont déjà visibles en termes de renforcement sécuritaire et d'annonces de nouvelles réglementations répressives, de hausses de budget de la police et de conférences internationales anti terroriste. Seul une partie de la gauche de la gauche a su résister à la pression de la fabriquée opinion publique. Habilement, la droite lui a attaché au pied le boulet de l'extrême-droite écartée de la manifestation officielle malgré son intense désir d'y être.

Inutile à la gauche anticapitaliste de répondre aux forces coalisées droite-gauche sur leur préféré terrain sécuritaire. Une réponse démocratique s'impose, particulièrement contre l'islamophobie et l'antisémitisme, mais reste carrément insuffisante tellement les austérités tous azimuts, quand ça ne sont pas des guerres, taraudent le bien-être le plus élémentaire des peuples qui cherchent un bouc émissaire à défaut d'alternative à gauche. Heureusement, plusieurs peuples, à tour de rôle, ont entrouvert les portes de l'espérance. Avant-hier, ce fut ceux de l'Amérique andine qui n'ont pas dit leur dernier mot, hier ceux des révolutions du monde arabe, feu qui couve toujours sous terre, aujourd'hui, en 2015, ce sont les peuples grec et espagnol/catalan qui se sont mis à l'avant-garde. La première épreuve de force qui se présente est au coin de la rue soit les élections grecques du 25 janvier pour lesquelles le parti de la gauche radicale Syriza est donné gagnant. Les anticapitalistes ont aperçu cette lumière au bout du tunnel. Ils ont compris la nécessité d'une internationaliste solidarité envers le peuple grec. La déclaration de la Quatrième Internationale sur le sujet, ci-jointe, en explicite les tenants et aboutissants.

Les premiers concernés par cet internationalisme sont certes les peuples européens. Ce ne justifierait en rien « *le confort et l'indifférence* » des peuples québécois et canadien, eux qui viennent de se mobiliser derrière le consul de France, le Premier ministre du Québec et le maire de Montréal, beaucoup plus qui ne l'ont fait lors du déclenchement du dit « printemps arabe ». Comme la solidarité dans la rue avec le peuple grec est une question éminemment politique, on s'attendrait à ce que Québec solidaire prenne les devants et convoque une manifestation en appui au peuple grec. Il s'agit non seulement d'assurer un vote fort garantissant à Syriza une majorité parlementaire mais surtout d'encourager les peuples grec et européens à se remobiliser afin d'aider et de pousser Syriza, dont la direction vacille, à tenir tête au chantage des bourgeoisies de la zone euro. Pour rester crédible, il lui faudra réaliser, sans y déroger, sa plate-forme de Thessalonique laquelle reste une nette rupture avec l'austérité malgré son recul par rapport au programme du parti toujours défendu par son aile gauche. Pour dire vrai, on ne voit pas très bien comment cette plate-forme pourra être appliquée sans un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette ce qui nécessite une prise de contrôle publique du système financier.

**Marc Bonhomme, 12 janvier 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

**Le 25 janvier, un tournant pour la Grèce et l'Europe ! – « Le**

## peuple grec ne doit pas rester isolé »

Quatrième Internationale — 11 janvier 2015

- Les prochaines semaines seront décisives en Grèce et en Europe. En arrière-fond de la bataille électorale du 25 janvier 2015 se joue un conflit entre les classes fondamentales de la société grecque, y compris avec une dimension européenne. C'est un fait. Si se confirme une défaite d'ampleur des partis de droite et une victoire de Syriza, lors des prochaines élections législatives, la lutte contre les politiques d'austérité pourrait basculer du côté des peuples. Cela d'autant plus qu'est insistante la campagne des gouvernements de l'UE et des commissaires en faveur de Samaras. Les sondages donnent Syriza en tête avec 28 % des voix. Pour obtenir une majorité absolue, à elle seule, un vote aux alentours de 35 % est nécessaire. Tout peut dépendre des résultats des petites listes qui, si elles n'obtiennent pas 3% de votes, ne seront pas représentées au Parlement.. Bien sûr, une victoire électorale de la gauche grecque ne suffira pas, mais cela montrera qu'on peut commencer à bloquer les politiques d'austérité et à inverser le cours des choses.

C'est un des maillons faibles de la chaîne des politiques d'austérité qui peut craquer.

La Grèce a été un des pays où les attaques capitalistes néo-libérales se sont appliquées avec le plus de brutalité : le revenu moyen disponible a chuté de 35% entre 2009 et 2013, le chômage dépasse les 28 % – et plus de 50% parmi les jeunes de 15 à 24 ans –, les services publics sont détruits, les salariés mais aussi des secteurs de la petite bourgeoisie ont été terriblement appauvris. Voilà les conséquences des « mémorandums » imposés par la troïka (FMI, BCE, UE) qui ont conduit à une véritable régression des conditions de vie de millions de Grecs. Le pays a été saigné, avec la complicité active des classes dominantes – et de leurs représentants politiques, de la Nouvelle Démocratie (ND) au PASOK – qui se sont appropriés non seulement la richesse produite par les masses laborieuses de Grèce (autochtones et immigré.e.s), mais aussi les milliards d'euros recyclés durant des années par l'UE sous forme « d'aide structurelle » aux propriétaires de cette Grèce. Dans tout ce déchaînement réactionnaire, la place géostratégique de la Grèce dans le dispositif de l'OTAN y est pour beaucoup.

- C'est le rejet, par la société grecque, de cette politique barbare qui a débouché sur la crise politique actuelle. C'est un des facteurs clés qui a empêché le gouvernement de Samaras de rallier une majorité de 180 membres au parlement pour élire un nouveau président de la République, ex-commissaire de l'UE (Stavros Dimas). Mais la spécificité de la crise grecque, c'est le rôle central qu'occupe Syriza, face à la droite, l'extrême droite et la social-démocratie représentée par le vice-président Evángelos Vénizélos. Alors que dans une série de pays d'Europe, c'est la droite ultra et l'extrême droite qui profitent de la crise, ce n'est pas le cas, en Grèce, avec Syriza et dans l'État espagnol avec Podemos, où ces forces polarisent à une échelle de masse la volonté de résister aux politiques d'austérité,

En fait, on ne peut comprendre la « dynamique » Syriza sans prendre en compte, la profondeur destructrice de la crise économique accompagnée de l'effondrement d'un des piliers du système politique grec traditionnel : le Pasok – mouvement socialiste grec –, la crise historique de la droite, le recul du KKE (PC) qui est passé de 13,1 % des voix en 1989 à 4,5% en juin 2012. Un KKE ultra-sectaire, qui officiellement, n'hésita pas à affirmer en juin 2014 : « *ces dernières années, Syriza a fait un effort systématique pour sauver le capitalisme devant les yeux des travailleurs* ». Cette mutation de l'échiquier politique est surtout la résultante de la résistance sociale aux attaques des classes dominantes et de l'Union européenne. Près de 30 journées de grève nationale sans compter les luttes partielles dans un grand nombre de secteurs ont scandé les rythmes de la situation sociale et politique du pays, ces dernières années et ces derniers mois. Les différentes composantes de Syriza, leurs membres dans les syndicats – en relation, souvent, avec des militants de la coalition Antarsya –, le mouvement étudiant, etc. sont les vecteurs de ces mobilisations. En outre, les initiatives contre les néonazis (Aube dorée qui s'est affirmée avec force) ainsi qu'en défense des droits des immigré.e.s et réfugié.e.s ont sans cesse été liées à la bataille contre les implacables mesures d'austérité et la répression.

La gauche radicale grecque est le produit de l'accumulation de toute cette expérience sociale et politique. Sa victoire est possible, mais rien n'est joué.

- D'abord, parce que la droite n'a pas dit son dernier mot. La droite grecque reste forte avec une base sociale et politique. Nouvelle Démocratie est une formation ultra-réactionnaire. Elle intègre en son sein des éléments semi-fascistes provenant de Laos, force d'extrême droite. Elle a des liens coupables avec les néonazis d'Aube dorée et des secteurs de l'appareil d'État militaire et policier. Même si ce n'est pas une menace immédiate, le spectre du coup d'État militaire continue à hanter les arrières-cours de la vie politique grecque. Il faut aussi compter avec une presse qui se déchaîne contre la gauche, les travailleurs, les immigrés. Enfin, n'oublions pas que cette droite peut bénéficier de l'appui total de l'essentiel du patronat grec, des bourgeoisies européennes et de la troïka. Son choix c'est la confrontation directe contre Syriza et la gauche grecque.

- Le danger pour les classes dominantes européennes est, aujourd'hui, surtout politique. Leur objectif : infliger une nouvelle défaite au peuple grec. La crise grecque peut avoir des conséquences économiques sur la situation de l'Europe dans la tourmente financière, monétaire et bancaire, mais le « risque » le plus important, c'est la contagion sociale et politique. La Grèce a une place stratégique dans tout le dispositif militaire de l'OTAN, et une crise ouverte en Grèce aura des conséquences sur le plan des rapports de forces internationaux. Une défaite des politiques d'austérité peut redonner confiance aux millions de travailleurs qui ont été durement éprouvés ces dernières années. Il est donc décisif pour les dirigeants européens de tout faire pour que l'expérience échoue. Cette détermination populaire conduit certaines fractions bourgeoises et des élites européennes à indiquer la possibilité de négociation avec un nouveau gouvernement grec. C'est dans ce cadre que les dirigeants de l'UE pourront utiliser ce qui reste de la gauche traditionnelle libérale ou sociale libérale : les restes du Pasok, le mouvement des socialistes de Papandréou, ou les restes de Dimar (gauche démocratique), en particulier si la direction de Syriza s'engage dans la formation d'un gouvernement de coalition qui recherche un accord avec les dirigeants de l'UE. Les puissants d'Europe combineront confrontations et manœuvres, affrontements et pressions pour imposer une politique, en continuité avec le gouvernement actuel, en espérant faire capituler la direction de Syriza et donc conduire à la catastrophe. Ce que certains appellent déjà « la parenthèse de Syriza » !

- Beaucoup de choses se jouent aujourd'hui au sein d'une Syriza à la croisée des chemins. Le « bureau présidentiel » et Alexis Tsipras – la direction de Syriza – multiplie les déclarations contradictoires : rejeter les « mémorandums » de la troïka, arrêter de payer les intérêts de la dette, et suppression d'une grande partie de cette dette, mais en même temps rechercher un accord avec les dirigeants de l'Union européenne qui, pour continuer leurs prêts, exigent l'application des politiques budgétaires, la baisse du niveau de vie du peuple grec et la destruction des services publics.

À cette étape, ce qui domine la campagne de Syriza, ce sont les engagements du programme de Thessalonique : ramener les salaires et les retraites à leur niveau d'avant la crise ; retour aux conventions collectives d'avant crise ; retour à un seuil minimum de revenu imposable à 12 000 euros ; suppression des taxes sur le fioul de chauffage. Ces mesures, si elles sont appliquées, auront une signification pour le peuple grec et au-delà en Europe : l'austérité peut être bloquée.

C'est pourquoi ce double discours va vite se heurter à la politique des classes dominantes, en Grèce et en Europe : soit on accepte les diktats de l'UE, et l'expérience sera défaite, soit on reste fidèle au cap de la lutte contre l'austérité, en appelant à la mobilisation, et il y a la possibilité d'un rebond social. Il sera difficile d'échapper à cette alternative. « *Pas un pas en arrière* », c'est le mot d'ordre des camarades de la « plateforme de gauche » de Syriza. Et c'est ce qui est ressenti fortement par les couches actives de l'électorat de Syriza et des masses de jeunes, de chômeurs, de militants syndicaux d'Adedy (secteur public) ou du GSEE (secteur privé).

Pour obtenir que le mot d'ordre « Pas un pas en arrière » se concrétise avec plus de force, il doit prendre appui sur une politique unitaire, de l'ensemble de la gauche grecque, de Syriza mais aussi du KKE et d'Antarsya. Au sein même du KKE, les doutes se multiplient sur l'orientation ultra-sectaire de la direction. Quant à Antarsya, elle est divisée sur l'opportunité d'une alliance avec un

courant « national communiste » – le plan B d'Alavanos. La gauche grecque, Syriza et Antarsya ont une responsabilité particulière dans la construction d'un projet unitaire, qui dépasse ces organisations, mais peut rassembler des syndicalistes, des associatifs, des écologistes.

Ces choix politiques seront d'autant plus décisifs que la situation sociale est contradictoire. Le déclin des mobilisations sociales, depuis 2013, traduit une fatigue, le manque de résultats concrets, les préoccupations propres aux nécessités pour faire face à une précarité envahissante. Il en découle, dès lors, non pas un recul de la politisation, mais un transfert des espoirs de changements, de blocage de l'avalanche quotidienne de contre-réformes, vers un changement de gouvernement qu'incarne Syriza.

- L'enjeu est clair, décisif : il faut battre la droite et l'extrême droite grecque et tout faire pour que la gauche grecque, dont Syriza est la principale composante, gagne ces élections, afin de créer une dynamique sociale et politique pour un gouvernement de gauche, qui doit s'efforcer de réunir toutes les forces prêtes à rompre avec la politique d'austérité et lutter contre les pièges du nationalisme chauvin. Ce gouvernement doit être un gouvernement des gauches et non un gouvernement d'union nationale qui prépare la conciliation avec les classes dominantes et l'UE. Le rejet des mémorandums, des diktats budgétaires de l'UE, du non-remboursement de la plus grande partie de la dette, premières mesures d'un gouvernement anti-austérité, sont les questions où va se jouer la confrontation avec l'UE, mais elles ne pourront se consolider sans une politique qui dès le départ casse toutes les attaques antisociales imposées au peuple grec depuis quatre ans dans le domaine des salaires, de la santé, du droit au travail et au logement, qui commence à prendre des mesures anticapitalistes, d'incursion dans la propriété capitaliste, nationalisation des banques, et de certains secteurs clés de l'économie, réorganisation de l'économie pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires. Pour imposer ces solutions, la mobilisation sociale, le contrôle des travailleurs sur leurs propres affaires, l'auto-organisation et l'autogestion sociale sont indispensables. Enfin la conquête du gouvernement, dans un cadre parlementaire, dans des circonstances exceptionnelles peut être un premier pas dans la voie d'une rupture anticapitaliste mais, là aussi, celle-ci ne peut se confirmer que si un gouvernement anti-austérité crée les conditions pour un nouveau pouvoir s'appuyant sur des assemblées populaires, dans les entreprises, les quartiers et les villes.

Une bataille décisive s'engage en Grèce, mais tous les peuples d'Europe sont concernés. Le peuple grec ne doit pas rester isolé. La lutte pour mettre fin à l'austérité peut commencer en Grèce mais elle ne pourra se développer qu'avec les mobilisations de grandes forces du mouvement ouvrier dans toute l'Europe. Il faut empêcher les gouvernements de l'Union européenne de continuer à imposer leurs diktats, refuser toute ingérence, tout chantage. C'est au peuple de décider de ses propres affaires. Il faut, avec les associations, le mouvement syndical et toutes les organisations, dresser, dans tous les pays européens, un mur de solidarité avec le peuple grec, contre les politiques de la droite et de la troïka. C'est aussi la tâche des révolutionnaires de renforcer leurs liens avec la gauche révolutionnaire grecque pour favoriser les convergences et les avancées unitaires. C'est notre responsabilité.

**Secrétariat du Bureau exécutif de la IVE Internationale**